

L'aide extérieure... (suite de la p. 2)

ger contribue à améliorer l'environnement mondial et à instaurer des relations mutuellement avantageuses entre le Canada et les pays en développement. Je suis toutefois heureux de constater que la majorité des Canadiens sont encore de cet avis. D'après le dernier sondage d'opinion effectué par la société CROP de Montréal, 54 p. cent des Canadiens s'intéressent aux pays du tiers monde et, fait plus remarquable encore, 54 p. cent d'entre eux, soit le même nombre, fournissent des contributions monétaires aux organismes qui oeuvrent pour le développement...

"Nous y prenons-nous de la bonne façon?" La question est beaucoup plus complexe et difficile. Il nous faut, en effet, évaluer chacun des principaux éléments d'un programme d'aide en fonction d'objectifs et de critères convenus; le volume et le taux de croissance de l'APD; la relation entre l'aide et les autres modes de transfert des ressources; sa qualité mesurée en termes de liquidité des transferts, de conditions d'achat, du rapport subventions/prêts ainsi que des modalités des prêts; l'importance relative des voies d'acheminement de l'aide: bilatérale, multilatérale, alimentaire ou programmes spéciaux; la répartition géographique, la répartition sectorielle et les groupes cibles. Tous ces éléments doivent être évalués en fonction à la fois de critères d'efficacité et d'utilité. Le développement international n'est plus une affaire de tout repos.

Changements récents

...Nous avons fait beaucoup à l'ACDI depuis six mois pour nous rendre mieux aptes à administrer le programme d'aide canadien, et pour l'intégrer plus étroitement à l'économie canadienne.

Hebdo Canada est publié par la Direction des services d'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiero de Canadá.

Ahnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.

Nous avons procédé à une revue de l'organisation qui entraînera sous peu l'application de certains changements propres à renforcer l'administration de nos programmes et de nos projets. Cet examen extrêmement poussé de notre organisation nous a permis d'en identifier les lacunes et les problèmes au niveau des interactions, et de prendre les mesures correctives appropriées. Nous sommes en train de mettre en place des systèmes avancés de rapports financiers et de recherche de l'information, et nous élaborons également de nouveaux systèmes d'évaluation et de vérification.

Nous avons redonné vie au Conseil canadien de développement international, principal instrument de consultation interministérielle (au niveau des sous-ministres) sur les programmes d'aide. Nous avons entrepris un examen de notre aide multilatérale pour évaluer, en fonction de l'intérêt du Canada, notre contribution aux organismes oeuvrant pour le développement international. Nous avons presque terminé la préparation d'une nouvelle politique sur l'aide alimentaire qui sera présentée au Cabinet des ministres. Nous procédons également à une revue de la "stratégie de coopération au développement international" adoptée en 1975 pour la deuxième moitié de la présente décennie, de façon à déterminer les éléments qui continueront d'être valides pour les années 80.

L'élaboration de nouvelles formes de coopération progresse de façon satisfaisante. La coopération industrielle, nous l'espérons, franchira sous peu le cap du stade expérimental. Nous allons, en outre, suivre de près le cheminement économique adopté par les autres pays afin de relever le défi de la coopération avec les pays en développement.

Principaux objectifs

A travers toutes ces tâches, nous visons certains grands objectifs:

1. Nous voulons faire mieux concorder les besoins des pays en développement avec les capacités du Canada. Notre époque a ceci de paradoxal que certaines capacités des pays industrialisés sont laissées inexploitées alors que les besoins se font des plus pressants dans les pays en développement. La nature de nos programmes devrait refléter le meilleur de nous-mêmes. De plus en plus, d'ailleurs, nos programmes bilatéraux sont concentrés dans des secteurs où le Canada fait montre d'une compétence particulière, comme l'agriculture, les forêts, l'exploita-

tion des ressources hydrauliques, le transport, les communications, l'énergie, l'inventaire des ressources, la formation technique, et j'en passe.

2. Nous voulons accroître notre efficacité et notre rendement. D'où la nécessité d'une plus grande présence sur le terrain — des programmes de cette complexité ne s'administrent pas à distance —, d'une meilleure compréhension des besoins de développement des pays que nous aidons, et d'une détermination à lutter contre la dispersion de nos efforts.

3. Nous voulons offrir au secteur privé canadien des occasions plus nombreuses de lier ses entreprises au développement des pays du tiers monde. L'ACDI a instauré la coopération avec les ONG. Les gouvernements provinciaux ont été associés au programme volontaire VADA, consacré à l'aide alimentaire et au développement agricole. Les universités canadiennes pour leur part paraissent très intéressées à participer aux travaux de recherche sur le développement. Enfin, notre programme de coopération industrielle sera conçu de façon à appuyer davantage les initiatives du monde des affaires. Nous voulons recourir dans la plus large mesure possible aux contrats à l'étranger tout en exerçant un contrôle serré sur les dépenses de fonds publics. La force de notre programme ne lui viendra pas d'une bureaucratie aux proportions imposantes, mais de l'appui qu'il recevra de tous les secteurs de la vie canadienne.

...Pour conclure, je ne voudrais pas vous laisser l'impression que notre aide en faveur du tiers monde nous sera, à l'avenir, dictée uniquement par des considérations commerciales et égoïstes. Si j'ai tant insisté sur les avantages que nous pouvons en retirer, c'est que l'on connaît si peu cet aspect de notre activité que j'ai cru nécessaire de rétablir les faits.

Je demeure convaincu qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre nos intérêts économiques, au Canada ou à l'étranger, et un certain idéalisme. C'est dans cette optique que le tiers environ des ressources financières de l'ACDI est consacré à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations les plus pauvres du monde. Le Canada ne peut refuser une telle obligation — et les Canadiens ne veulent pas que nous en faisons fi. Le fait que les organisations non gouvernementales du pays puissent recueillir à elles seules près de 50 millions de dollars par année pour l'aide à l'étranger donne beaucoup à réfléchir sur le plan politique. Et ce message ne reste pas sans écho.